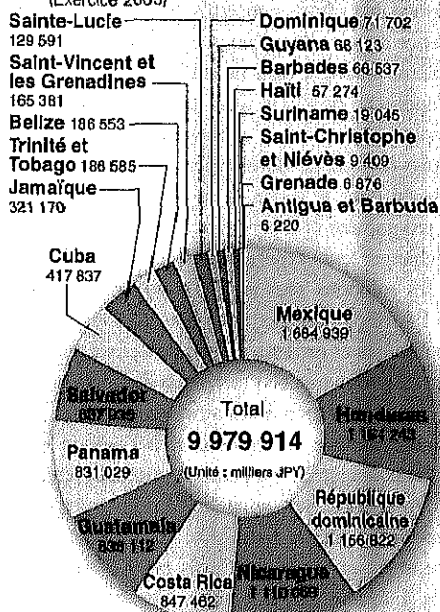


Amérique Centrale et Caraïbes



Piliers de l'aide Croissance économique durable pour réduire la pauvreté et apporter des réponses aux problèmes régionaux

Résultats de la coopération par pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide à l'Amérique du Nord et à l'Amérique latine (Amérique Centrale, Caraïbes, Amérique du Sud), y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 21,184 385 milliards JPY.

La réduction de la pauvreté est l'objectif prioritaire commun aux politiques de développement de la plupart des pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes. La lutte contre ce problème est essentielle pour renforcer la paix dans la région, qui a connu des guerres civiles (au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador, notamment).

De plus, pour réduire la pauvreté à moyen et long terme, il est capital de mettre en place – dans les différents pays comme à l'échelle de toute la région – des conditions permettant une croissance économique durable, afin d'améliorer la situation de l'emploi et la qualité de vie des populations. Dans cette région composée de petits pays, les problèmes, notamment en matière d'environnement et de lutte contre les maladies infectieuses, doivent être traités à l'échelle régionale, au-delà des frontières nationales.

En Amérique Centrale et dans les Caraïbes, la JICA ne se contente pas d'une approche à l'échelle nationale et régionale ; soucieuse d'intégrer la notion de sécurité humaine, elle apporte une aide plaçant l'individu au centre des préoccupations. À cet effet, elle soutient activement les efforts d'auto-assistance des

pays bénéficiaires en ce qui concerne le développement des capacités, en accordant une attention toute particulière aux groupes socialement vulnérables, dont les femmes, les enfants et les populations autochtones paupérisées.

Pour que ces problèmes prioritaires soient pris en compte dans les politiques de développement, la JICA concentre son aide sur les domaines énumérés ci-après, et contribue à la valorisation des ressources humaines et au renforcement des institutions tout en encourageant les efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires. Elle mise également sur la coopération régionale, la coopération Sud-Sud et la collaboration avec des organisations œuvrant pour l'intégration régionale, comme le système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) et d'autres donateurs.

- 1) Éducation
- 2) Hygiène et santé publique
- 3) Développement agricole et rural
- 4) Développement du secteur industriel et des Infrastructures socioéconomiques
- 5) Protection de l'environnement
- 6) Prévention des catastrophes et amélioration de la sécurité publique

État actuel du développement régional

Enjeux communs à la région

La région compte 23 pays, dont huit en Amérique Centrale et 15 dans les Caraïbes. Quoique situés sur le continent sud-américain, le Guyana et le Suriname sont membres de la communauté des Caraïbes (CARICOM). Dans cette région, nombreux sont les petits pays qui abritent moins d'un million d'habitants sur une superficie inférieure à 10 000 km². L'économie de la plupart de ces pays, fondée sur l'agriculture, demeure tributaire de l'exportation de produits primaires. Si le tourisme constitue une activité dynamique dans certains d'entre eux, le secteur manufacturier nécessite des efforts de développement, sauf au Mexique et au Costa Rica.

Dans les années 1990, la paix a été rétablie au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala. Beaucoup de pays ont progressé sur la voie des réformes démocratiques et économiques, ce qui a contribué à la stabilisation politique et économique de la région, où des exceptions subsistent toutefois. De taille modeste, les États de la région partagent non seulement leur histoire, leurs langues et leurs cultures, mais aussi les problèmes liés au développement. Conscients de la nécessité de s'unir et de

collaborer pour les résoudre, ils ont accompli des progrès sur le plan de l'intégration et de la coopération au niveau régional, comme en témoignent le système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) et la communauté des Caraïbes (CARICOM).

Malgré ces efforts d'auto-assistance, de fortes disparités subsistent au sein des pays et entre eux, comme le constate la Charte de l'APD. Dans certains d'entre eux, les problèmes liés à la pauvreté, à la sécurité et à l'environnement n'ont fait que s'aggraver. Souvent, ces problèmes ont débordé des frontières nationales exigües pour gagner les États voisins. Pour y faire face, la région a besoin du soutien actif de la communauté internationale.

Liens avec le Japon

Pays le plus vaste et le plus peuplé d'Amérique latine, le Mexique entretient des relations étroites avec le Japon, comme en témoigne l'accord de partenariat économique Japon-Mexique entré en vigueur en avril 2005. Le Mexique a déjà mis en œuvre des programmes de coopération Sud-Sud dans d'autres pays d'Amérique latine ; à cet égard, il bénéficie du soutien actif de

la JICA. Quoi qu'il en soit, sur son propre territoire, il a encore fort à faire en matière de lutte contre la pauvreté et de prise en compte de l'environnement.

Tous les autres pays de la région, sauf le Costa Rica, qui jouit d'un assez bon niveau de développement socioéconomique, sont confrontés à de graves problèmes de pauvreté. Attentif à la consolidation de la paix et à l'avènement de la démocratie après un accord de paix, le Japon soutient le renforcement des institutions et le développement du capital humain dans cette région depuis les années 1990. En 1995, le forum Japon-Amérique Centrale a été mis sur pied pour promouvoir la compréhension mutuelle entre le Japon et les pays membres du SICA et resserrer les liens dans des domaines tels que les mesures diplomatiques, la coopération économique et technique ou encore les échanges interculturels. Au total, neuf réunions avec le suppléant du ministre des Affaires étrangères ont eu lieu depuis 2005.

L'année 2005 aura marqué le 70^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et cinq pays d'Amérique Centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica). Lors de l'Expo 2005 qui s'est tenue à Nagoya, ces cinq pays membres du SICA ont parrainé le

Pavillon de l'Amérique Centrale, conjointement avec le Panama et Belize, pays voisins. À cette occasion, le Japon et huit pays membres du SICA, dont la République dominicaine, ont désigné 2005 comme étant l'Année Japon-Amérique Centrale. Dans le cadre de cette année d'échanges, le sommet Japon-Amérique Centrale s'est tenu en août. La déclaration de Tokyo et le plan d'action adoptés lors de ce sommet préconisent le renforcement des liens entre le Japon et les pays de la région et précise l'orientation future de la coopération.

Si la plupart des pays des Caraïbes sont petits et peu peuplés, et leur indépendance récente, le revenu par habitant y est assez élevé et l'échelle de l'économie réduite. L'effort de coopération du Japon en direction de ces pays n'a donc jamais été très important. Compte tenu de leur petite taille respective, il est plus efficace d'apporter une aide à l'échelle de toute la région et de traiter leurs problèmes communs par le biais d'organisations régionales comme la CARICOM. En s'appuyant sur les résultats des réunions diplomatiques annuelles entre responsables locaux – consultation de la communauté Japon-Caraïbes –, la JICA met en œuvre une coopération régionale dans des domaines comme la prévention des catastrophes, la protection des ressources marines et le développement de l'activité touristique.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Les efforts d'aide actuels et futurs de la JICA en Amérique Centrale et dans les Caraïbes privilégient les domaines suivants :

Éducation

L'objectif prioritaire est l'éducation de base ; les efforts portent sur son extension (accroissement du taux de scolarisation) et sur l'amélioration qualitative de l'enseignement primaire. Le projet visant à améliorer les méthodes d'enseignement des mathématiques mis en œuvre au Honduras en est l'exemple type. Les résultats de cette coopération bilatérale seront diffusés dans d'autres pays de la région.

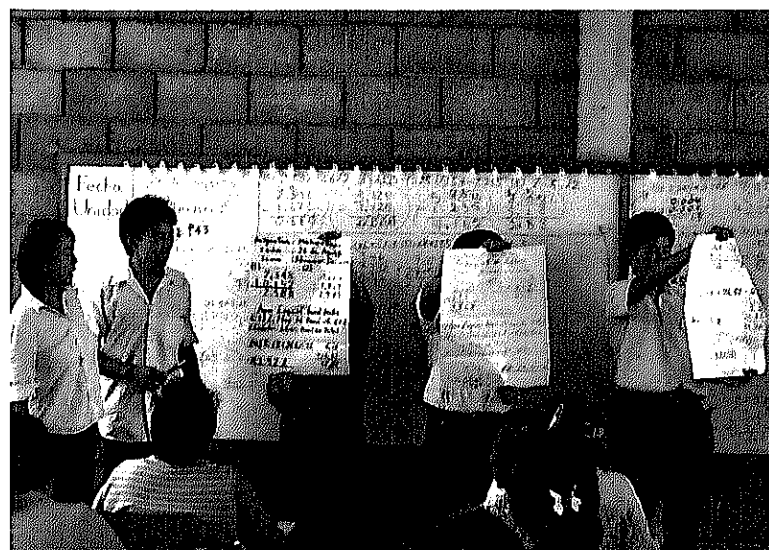
Hygiène et santé publique

Dans ce domaine, l'accent est mis sur la réduction de la

mortalité infantile, la santé maternelle et infantile, la santé génésique (visant à améliorer la santé des femmes enceintes), la lutte contre les maladies infectieuses en direction des populations pauvres, l'amélioration des programmes de santé régionaux (formation du personnel infirmier, notamment), l'aide aux personnes handicapées et l'approvisionnement en eau de boisson salubre. Le projet de lutte contre le principal vecteur de la maladie de Chagas au Guatemala, au Honduras et au Salvador, est l'exemple type de cette coopération régionale en Amérique Centrale.

Développement agricole et rural

L'économie de la plupart de ces pays, fondée sur l'agriculture, demeure tributaire de l'exportation de denrées primaires. Une grande partie de la population rurale vit dans le dénuement. Face à cette situation, la JICA met en œuvre des programmes destinés à améliorer la productivité agricole et le niveau de vie des pauvres, et à corriger les disparités entre zones urbaines et zones rurales.



Séminaire sur l'enseignement des mathématiques pour les enseignants en poste, dispensé par des JOCV (projet visant à améliorer les méthodes d'enseignement des mathématiques au Honduras)

Développement du secteur industriel et des infrastructures socioéconomiques

Le développement régional à moyen et long terme nécessite une aide permettant non seulement la construction d'infrastructures socioéconomiques (routes, ports, écoles, hôpitaux, etc.), mais aussi la protection de la propriété intellectuelle, l'élaboration de systèmes nationaux (normes et spécifications, politiques de la concurrence, etc.) ainsi que la mise en place et l'utilisation de technologies de l'information et de la communication (TIC). Face à la mondialisation croissante de l'économie, il est essentiel de contribuer à vitaliser le secteur des petites et moyennes entreprises et à promouvoir le commerce et les investissements.

Protection de l'environnement

La gestion des déchets, la pollution de l'eau, la protection des forêts et des ressources marines sont autant de problèmes communs aux pays d'Amérique Centrale. Outre une coopération bilatérale, la JICA participe à des efforts au niveau régional, impliquant une collaboration entre pays.

Prévention des catastrophes

Le grand défi pour cette région est d'atténuer les effets des catastrophes naturelles qui la frappent chaque année (séismes, cyclones à l'origine de graves inondations), notamment pour les populations socialement vulnérables. Dans ce domaine, l'Agence met en œuvre des programmes visant à promouvoir la lutte contre les catastrophes naturelles aux niveaux administratif et communautaire. Il importe par ailleurs d'intégrer dans les programmes de lutte contre les catastrophes en Amérique Centrale les enseignements tirés du grand séisme de Sumatra et du tsunami qui ont frappé l'océan Indien en décembre 2004. La JICA poursuivra ses actions de coopération régionale en utilisant comme bases le Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique Centrale (CEPRENAC), établi au Guatemala et rattaché au SICA, l'Agence des Caraïbes pour l'intervention d'urgence en cas de catastrophe (CDERA), établie à la Barbade et affiliée à la CARICOM, et enfin le Centre national pour la prévention des catastrophes (CENAPRED) au Mexique.



Formation préparatoire dispensée au Panama, en vue d'une formation au Japon intitulée « Prévention des catastrophes en Amérique latine ». L'objectif est de présenter les mesures japonaises de prévention des catastrophes et de soutenir l'amélioration des systèmes mis en œuvre par chaque pays dans ce domaine.

Amélioration de la sécurité publique

L'amélioration de la sécurité publique, qui contribue à l'essor d'une société et d'une économie stables et équilibrées, est un enjeu commun à tous les pays de la région. La JICA coopérera avec l'Institut centraméricain d'études supérieures de police (au Salvador), affilié au SICA, et à l'Institut des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (au Costa Rica).

Sur le Terrain Salvador

Amélioration des techniques de construction parasismique de logements sociaux

Construction de « logements sûrs » du point de vue de la sécurité humaine

Profiter de l'expérience du Mexique, pays où la terre tremble fréquemment

Face aux menaces qui pèsent sur la vie et la dignité des individus, le gouvernement salvadorien, avec des slogans comme un « pays sûr » et un « gouvernement qui se soucie de son peuple », intègre la notion de sécurité humaine dans ses politiques, à l'instar de la JICA. Le bureau de la JICA au Salvador appuie cette approche et met en œuvre des projets axés sur la sécurité humaine. L'accent est mis sur des logements sûrs, susceptibles d'apporter aux populations pauvres un minimum de tranquillité d'esprit.

L'un de ces projets, qui relève de la coopération technique, porte sur l'amélioration des techniques de construction parasismique de logements sociaux. Dans le cadre de ce projet sont réalisés des essais de matériaux et des tests sismiques. Il s'agit de parvenir à construire des maisons avec des matériaux peu coûteux et résistants aux séismes au Salvador, pays fréquemment sujet aux tremblements de terre. Le Japon a mis

en œuvre une coopération technique analogue au Mexique ; les résultats ont été probants, car les technologies employées étaient bien adaptées à ce pays. Le Japon, qui fait appel à des experts mexicains pour transférer les technologies les mieux adaptées au Salvador et complète par l'apport de technologies et de connaissances extérieures au domaine de compétence de ces derniers, fournit ainsi une aide efficace.

De concert avec l'Organisation sanitaire panaméricaine (OSP)

Le projet de lutte contre le principal vecteur de la maladie de Chagas s'inscrit également dans le cadre de la coopération technique destinée à offrir des « logements sûrs ». La plupart des Salvadoriens pauvres vivent dans des maisons en adobe (briques de terre séchées au soleil). Non seulement ces maisons sont vulnérables aux séismes, mais elles sont souvent infestées par les réduves (punaises hématophages) qui véhiculent la maladie de Chagas, une maladie mortelle. En association avec l'Organisation sanitaire panaméricaine

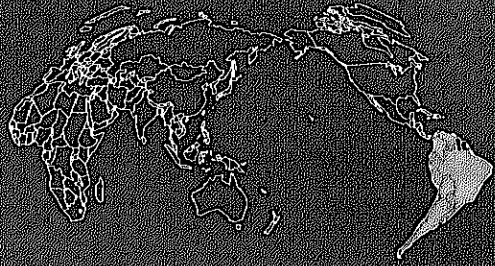
(OSP), la JICA met en œuvre le projet de lutte contre le principal vecteur de la maladie de Chagas au Guatemala, au Honduras et au Salvador ; ce projet vient soutenir les programmes de lutte déployés par les ministères de la Santé de ces trois pays. Il prévoit la désinfection des maisons pour éradiquer les réduves qui transmettent la maladie, des activités d'éducation auprès des communautés sur les mesures d'hygiène à respecter pour conserver un logement salubre et sur le système de surveillance à mettre en place pour empêcher la réapparition des insectes.

(Bureau de la JICA au Salvador)



Expert mexicain expliquant à un chercheur salvadorien (à gauche) comment se servir du matériel d'expérimentation

Amérique du Sud



Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

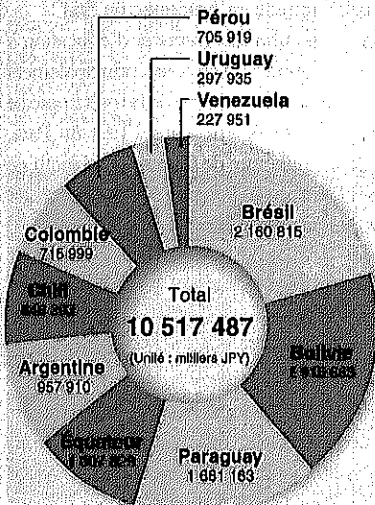
Partie 4

Références

Chapitre 4 Amérique latine 2 • Amérique du Sud

Piliers de l'aide Corriger les disparités internes et entre pays pour permettre un développement durable

Résultats de la coopération par pays d'Amérique du Sud (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide à l'Amérique du Nord et à l'Amérique latine (Amérique Centrale, Caraïbes, Amérique du Sud), y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 21,184 385 milliards JPY.

En Amérique du Sud, les États mettent l'accent sur la privatisation des services publics et sur la libéralisation des échanges. Ces pays qui se ressemblent par leur histoire, leur culture, leurs langues et leur contexte social, ont par ailleurs intensifié leurs efforts de coopération régionale et d'intégration économique. Toutefois, la région rassemble des pays ayant atteint un niveau de développement économique relativement élevé et d'autres très peu développés. De plus, même les pays les mieux lotis comptent des régions pauvres, et la part de la population réduite à la pauvreté ne cesse de s'accroître, malgré une croissance économique stable. Ces inégalités contribuent à l'instabilité politique et économique, elles engendrent des problèmes de société liés à la drogue et à la criminalité, et elles ont des effets néfastes sur l'environnement. Sur le plan de la sécurité humaine aussi, la résolution de ces problèmes constitue un enjeu prioritaire pour tous les gouvernements sud-américains, enjeu qui exige l'aide de la communauté internationale.

Compte tenu de l'abondance des ressources naturelles de l'Amérique du Sud, de ses immenses capacités de production

alimentaire et de la taille de son économie, les graves problèmes politiques et économiques de la région, ainsi que l'accroissement de ses problèmes écologiques peuvent avoir d'importantes répercussions sur l'économie internationale et sur l'environnement de la planète toute entière.

Afin de corriger les disparités au sein de chaque pays et entre les différents pays, et de permettre un développement durable dans le respect de la sécurité humaine, la JICA met en œuvre des projets dans les domaines suivants :

1. Réduction de la pauvreté et correction des disparités
2. Croissance économique durable
3. Prise en compte des enjeux de portée mondiale
4. Consolidation de la paix et soutien aux groupes socialement vulnérables
5. Promotion de la coopération régionale et de la coopération Sud-Sud en accord avec les orientations et les caractéristiques régionales
6. Collaboration active avec les communautés Nikkei (personnes d'ascendance japonaise)

État actuel du développement régional

L'Amérique du Sud a toujours été marquée par de fortes disparités sociales, héritées de l'époque coloniale. Dans les années 1980, des réformes économiques ont été mises en place, basées sur les politiques néo-libérales prônées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. En conséquence, de nombreux pays ont enregistré une croissance économique, accompagnée toutefois d'une aggravation des disparités, d'un accroissement de la pauvreté et d'une montée de l'instabilité sociale.

Fortement tributaires des produits primaires, les économies sud-américaines sont très sensibles aux fluctuations de l'économie internationale. Pour obtenir une croissance économique stable, il convient de soutenir la mise en place d'un environnement propice à l'investissement, notamment pour les petites et moyennes entreprises, l'adoption de mesures en faveur du commerce et l'amélioration de la gestion des affaires publiques.

Les atteintes à l'environnement constituent l'un des problèmes engendrés par la croissance économique et l'augmentation de la pauvreté. Des mesures doivent être prises de toute urgence pour gérer les déchets solides dans les zones urbaines et la contamination des ressources en eau, mais aussi pour répondre à des problèmes qui dépassent le cadre régional, telle que la déforestation de l'Amazonie.

Doté de ressources abondantes ainsi que d'importantes

capacités de production alimentaire, susceptibles d'être développées davantage, l'espace économique sud-américain est d'une importance cruciale pour le Japon, tributaire de ses importations sur le plan des ressources et de l'alimentation. Par ailleurs, les États sud-américains désireux de faire évoluer leur économie pour ne plus être dépendants de leurs exportations de produits primaires ont besoin de la technologie japonaise. Par conséquent, il existe bel et bien une complémentarité économique entre le Japon et l'Amérique du Sud.

En décembre 2003, le Mercosur (Mercado Común del Sur) a conclu un accord de libre-échange avec la Communauté andine, et des négociations comparables sont en cours avec des pays et groupements de pays extérieurs à la région, comme l'Inde et l'Union européenne. Les projets de coopération technique au sein de la région (coopération Sud-Sud) sont également nombreux.

Présence des émigrés japonais et de leurs descendants

La coopération en Amérique du Sud est indissociable de la présence des communautés d'émigrés japonais et de leurs descendants (Nikkei). L'émigration de Japonais vers l'Amérique du Sud a débuté voici plus d'un siècle, et les émigrés japonais ainsi que leurs descendants sont bien intégrés à la société locale, dont ils sont devenus des membres respectés. La réussite

économique de la communauté Nikkei dans de nombreux domaines tels que l'agriculture, la santé et l'éducation contribue

à créer des relations amicales entre le Japon et les pays vers lesquels les Japonais ont émigré.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Réduction de la pauvreté et correction des disparités

La JICA axe son aide sur la correction des disparités et la réduction de la pauvreté – qui sont des problèmes communs à la plupart des pays sud-américains – en se concentrant sur la collaboration avec les administrations nationales et locales, les acteurs de la société civile et d'autres donateurs.

En Bolivie, le projet intitulé « L'eau source de vie » est en cours. Le choix des sites pilotes s'est porté sur des villages où des puits ont été aménagés grâce à des apports de coopération financière non remboursable du Japon, et où des comités de gestion de l'eau ont été mis en place par les villageois, avec l'appui d'organisations non gouvernementales (ONG) locales. Ces actions visent à soutenir l'amélioration du système de tarification de l'eau, à former des opérateurs à l'entretien et à la gestion des puits, et à promouvoir un mode de vie plus hygiénique.

Au Paraguay, la JICA met en œuvre le projet de diversification de l'apiculture (extension et modernisation de la récolte de propolis et de pollen) pour accroître la production de miel des petits apiculteurs dans les zones rurales. Dans le cadre de ce projet, un guide intitulé « Techniques apicoles illustrées », à la portée de tous, y compris des débutants et des apiculteurs illettrés, a été publié pour appuyer cette activité.

Croissance économique durable

Pour pouvoir réduire la pauvreté et corriger les disparités, il est indispensable d'améliorer la qualité de vie de la population grâce à une meilleure gestion des affaires publiques et à la création d'emplois par une relance de la croissance économique nationale et régionale.

JICA mène une étude sur la revitalisation des petites et moyennes entreprises (PME) en Argentine. Il s'agit d'une part de dynamiser ce secteur qui joue un rôle essentiel dans le tissu industriel et représente un important vivier d'emplois, d'autre part de formuler des recommandations sur les politiques et les mesures nécessaires pour renforcer la compétitivité internationale de ces entreprises. En Équateur, la JICA met en œuvre le projet d'amélioration de la formation professionnelle, qui doit contribuer à créer des emplois par le développement de ressources humaines très qualifiées dans les domaines suivants : ingénierie mécanique, métallurgie, électricité et électronique.

Pour sa part, le Pérou, qui cherche à accroître sa production agricole, bénéficie d'un projet portant sur le contrôle de la qualité des semences ; il s'agit de produire et de distribuer des semences dont la qualité soit conforme aux normes internationales.

Prise en compte des enjeux de portée mondiale

En Amérique du Sud, continent doté de ressources naturelles abondantes et d'importantes capacités de production alimentaire, la coopération doit prendre en compte des questions transfrontières comme la dégradation de l'environnement. En Uruguay, la JICA mène un projet de renforcement des capacités de mise en œuvre du mécanisme pour un développement propre (MDP) en matière de boisement et de reboisement. Ce projet entend renforcer les capacités des personnes travaillant dans le secteur des forêts en ce qui concerne l'identification, la planification, l'approbation et

la mise en œuvre de projets de boisement relevant du mécanisme pour un développement propre (MDP)*.

En Argentine, le projet d'intensification des études sur la couche d'ozone en Amérique du Sud porte sur le transfert des technologies nécessaires pour observer la couche d'ozone, analyser les données recueillies et installer les équipements correspondants. Son objectif est d'améliorer le système de recueil de données nécessaire pour apprécier l'état de la couche d'ozone dans les zones de moyenne et de haute altitude en Amérique du Sud.

Au Brésil, le projet de protection des forêts et d'éducation à l'environnement en Amazonie orientale est en cours, principalement dans le Parc écologique de Gunma ; cette réserve de la forêt tropicale humide située dans la banlieue de Belém, dans l'État du Para, est gérée par des émigrés de la préfecture de Gunma. L'objectif de ce projet est de promouvoir l'éducation à l'environnement naturel et la diffusion de technologies agroforestières.

Consolidation de la paix et soutien aux groupes socialement vulnérables

Des efforts doivent être entrepris pour reconstruire les infrastructures de base destinées aux populations déplacées à l'intérieur des frontières et aux groupes socialement vulnérables.

En Colombie, l'Agence a détaché des volontaires dans les structures d'hébergement des personnes déplacées et des populations socialement vulnérables. Ils organisent des activités de loisir, des jeux qui stimulent l'imagination et des travaux manuels où l'on utilise les matériaux disponibles, pour permettre aux enfants qui vivent dans ces centres de développer leur potentiel et d'améliorer leurs perspectives d'avenir. Par ailleurs, une étude de faisabilité concernant la mise en place d'une aide à la création de micro-entreprises à domicile pour les personnes ayant réintégré la vie civile, est en cours. Elle est réalisée conjointement avec le Service national de formation (SENA), qui aide les familles d'anciens combattants ayant déposé les armes et quitté une organisation clandestine (guérilla d'extrême-gauche ou groupe paramilitaire).

La JICA met en œuvre le projet de rééducation fonctionnelle des personnes handicapées au Chili, de façon à améliorer les services de



Cet expert japonais dispense une formation en physiothérapie au personnel d'un hôpital spécialisé dans la rééducation d'enfants handicapés (projet de rééducation fonctionnelle des personnes handicapées au Chili).

l'Institut national de rééducation Pedro Aguirre Cerda (INRPAC) seule institution de ce type dans le pays.

*Efforts conjoints pour promouvoir la réduction des gaz à effet de serre dans les pays industrialisés et en développement, conformément au protocole de Kyoto adopté lors de la conférence sur la lutte contre le réchauffement de la planète en 1997. Ces efforts relèvent du mécanisme pour un développement propre (MDP) relatif aux sources d'émissions, dont le but est de réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO2) en provenance des installations industrielles et autres, et du MDP relatif à l'absorption, qui vise à augmenter l'absorption et la fixation du carbone par des actions de boisement et de reboisement.

Promotion de la coopération régionale et de la coopération Sud-Sud en accord avec les orientations et les caractéristiques régionales

Les pays d'Amérique du Sud, qui se ressemblent par leur histoire, leur langue et leur culture, ont noué des liens régionaux très serrés. Une aide s'appuyant sur une coopération mutuelle est par conséquent essentielle pour prendre en compte les problèmes de développement communs à la région.

Pour contribuer à améliorer la compétitivité des exportations



Formation sur l'éducation à l'environnement, avec jeu en milieu naturel dans le Parc écologique de Gunma : plus de 900 personnes ont déjà suivi cette formation qui existe depuis deux ans. (Projet de protection des forêts et d'éducation à l'environnement dans l'Est de l'Amazonie brésilienne)

des différents membres du Mercosur, la JICA mène l'étude sur l'amélioration des technologies de conditionnement pour la distribution des marchandises produites dans les pays du Mercosur ; l'objectif est d'examiner les conditions de transport au sein de la région et d'établir des normes rationnelles pour la conception et l'essai des emballages.

Par ailleurs, l'Agence met en œuvre le projet sur le développement des capacités pour l'amélioration de la santé des animaux d'élevage dans la partie méridionale de l'Amérique du Sud, en s'appuyant sur la coopération régionale entre l'Argentine, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay. Il s'agit de développer la formation de ressources humaines capables de diagnostiquer les maladies épizootiques, et de créer un réseau permettant la collaboration des personnels et le partage d'informations diagnostiques et épidémiologiques.

De plus, divers projets de coopération sont menés dans le cadre des programmes de partenariat Japon-Chili (JCPP), Japon-Argentine (PPJA) et Japon-Brésil (JBPP).

Collaboration avec les communautés Nikkei

Les communautés japonaises à l'étranger (Association des Japonais de l'étranger [Nikkei]) jouent un rôle actif dans diverses régions d'Amérique du Sud ; elles contribuent au développement régional ainsi qu'au renforcement des liens de confiance et d'amitié avec le Japon. La collaboration avec ces acteurs essentiels de la coopération internationale est tout à fait bénéfique.

En collaboration avec les communautés Nikkei, le Brésil a pris l'habitude d'envoyer des experts brésiliens d'ascendance japonaise dans d'autres pays sud-américains. Récemment, au titre de la coopération technique, des experts brésiliens d'ascendance japonaise ont été envoyés en Angola et au Mozambique qui, comme le Brésil, sont des pays lusophones.

Sur le Terrain Paraguay

Diversification de l'apiculture

Promotion de l'apiculture et mesures visant à accéder au marché international

Production de miel commercialisable

Le Paraguay est un pays dont l'activité agricole représente 30 % du PIB. Plus de 80 % des agriculteurs sont de petits exploitants qui, dans leur grande majorité, produisent juste assez pour leur propre consommation. La JICA assure depuis longtemps une activité de conseil en apiculture dans ce pays où quelque 7 000 ménages produisent du miel. Quel qu'il en soit, la qualité de ce miel ne correspond pas aux normes en vigueur sur le marché international ; il est donc vendu à petite échelle sur les marchés locaux.

Le projet de diversification de l'apiculture (extension de la récolte de propolis et de pollen et amélioration de la qualité) mis en œuvre par la JICA entend aider les petits exploitants à produire un miel commercialisable et à exporter de la propolis, qui est un produit à valeur ajoutée. La production de miel chute dès que l'on néglige le travail, ne serait-ce qu'un mois. Par ailleurs, il est essentiel de gagner la confiance des producteurs, et de leur apporter des solutions détaillées pour qu'ils puissent

s'organiser en groupements et acquérir des compétences commerciales. Ainsi, deux fois par mois, un expert de la JICA issu d'une communauté Nikkei du Brésil, pays voisin, et possédant une vaste expérience de la production et de la commercialisation vient dispenser des conseils à cinq groupements pilotes de producteurs répartis sur tout le territoire paraguayen. Résultat : un an après le lancement du projet, les rendements apicoles ont été multipliés par trois en moyenne.

Collaboration entre experts des communautés Nikkei

Or quand la production augmente, il faut pouvoir bénéficier d'un accès au marché, ce qui n'est pas un mince problème. Pour améliorer la gestion du marché central de gros situé à Asunción, la capitale paraguayenne, la JICA a envoyé un second expert d'ascendance japonaise venu du Brésil. Grâce aux efforts conjoints des deux experts de la JICA, les groupements de producteurs ont réussi à acquérir un espace pour vendre du miel frais sur

ce marché de gros, et à stabiliser ainsi leurs revenus. Cette expérience leur a insufflé une confiance et une énergie nouvelles pour concrétiser leur rêve, qui est de produire et d'exporter de la propolis.

D'autres donateurs ont exprimé leur souhait d'apprendre la méthode utilisée pour ce projet. On peut s'attendre à une évolution positive de la situation, grâce notamment à la collaboration avec ces donateurs.

(Bureau de la JICA au Paraguay)



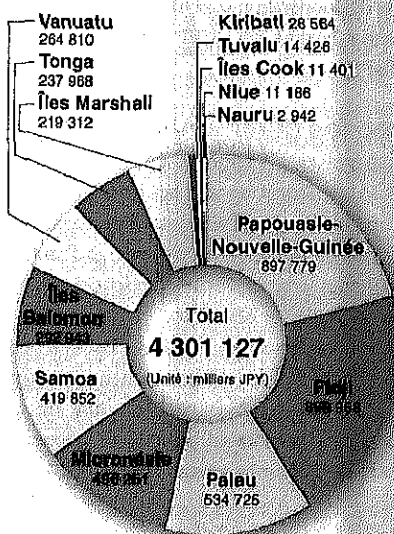
Des apiculteurs locaux appliquent les conseils techniques d'experts brésiliens d'ascendance japonaise.

Océanie



Piliers de l'aide Développement des ressources humaines et protection de l'environnement indispensables pour le développement durable des micro-États insulaires

Résultats de la coopération par pays d'Océanie (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide à l'Océanie, y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 4,478 882 milliards JPY.

En Océanie, l'instauration d'un développement durable se heurte toujours à de nombreux écueils : 1) structure économique fragile car fortement tributaire des industries primaires ; 2) l'impact des problèmes environnementaux comme le réchauffement climatique ; et 3) facteurs contraignants liés au caractère insulaire des pays : isolement, petite taille, etc. L'enjeu prioritaire pour cette région est le développement de sociétés viables, autonomes sur le plan économique et social. Pour favoriser l'accès à l'autonomie dans ces deux domaines, la JICA soutient l'extension des services sociaux de base et la promotion de la croissance économique. Parallèlement, pour permettre une gestion viable de l'environnement, elle apporte une aide centrée sur la protection de ce bien et sur l'utilisation rationnelle des ressources.

Le développement des services sociaux de base s'appuie sur l'envoi de volontaires et sur la participation de nombreux responsables administratifs à des formations, principalement dans les secteurs de l'enseignement primaire et secondaire, de la formation professionnelle et de la santé. Dans le domaine de la santé, l'aide

de la JICA se concentre sur l'extension des programmes de vaccination et sur le soutien à la lutte contre les maladies infectieuses comme la filariose.

L'aide destinée à stimuler la croissance économique s'appuie sur l'envoi de volontaires et sur l'accueil de participants à des formations ; il s'agit de promouvoir l'essor du tourisme, de la pêche et de l'agriculture, qui sont les trois principaux secteurs d'activité des pays d'Océanie. Dans le cadre du développement de l'infrastructure socioéconomique (routes, ports, distribution d'eau et d'électricité), la JICA apporte une aide financière pour la construction des installations et une coopération technique pour développer les compétences du personnel chargé de la maintenance et de l'exploitation. Les problèmes écologiques liés à la destruction des récifs coralliens et à l'élimination des déchets solides deviennent de plus en plus préoccupants en Océanie. La JICA encourage une coopération transfrontalière à l'échelle de toute la région pour la protection de l'environnement, enjeu de portée mondiale commun à tous les pays océaniques.

État actuel du développement régional

Des structures économiques fragiles

Les États insulaires de la région se caractérisent globalement par une petite superficie, une population peu nombreuse et une petite économie. La principale particularité de leur structure économique réside dans leur forte dépendance à l'égard des industries primaires. Elle est donc fragile et aisément perturbée par les conditions météorologiques ou les fluctuations des cours mondiaux. De nombreux problèmes restent à résoudre pour que ces pays puissent accéder à un certain degré d'autonomie économique. Ces difficultés sont liées à une fragmentation territoriale en espaces multi-insulaires, à un marché intérieur de taille limitée, à l'éloignement des marchés internationaux et à des moyens de transport et de communication insuffisants pour compenser ces handicaps.

Les pays océaniques entretiennent le plus souvent des relations étroites entre eux et avec leurs anciennes puissances de tutelle. Si l'on considère l'aide bilatérale, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne comptent désormais parmi les principaux donateurs dans ces pays. Les trois États fédérés de Micronésie ont obtenu leur indépendance vis-à-vis des États-Unis et ils reçoivent depuis une aide financière, conformément aux prescriptions de l'accord de libre association avec les États-Unis. Toutefois, depuis quelque temps, l'aide financière tend à évoluer vers une aide projet ou aide programme.

Enjeux communs à la région

L'instauration d'une société et d'une économie qui ne soient plus tributaires de l'aide est un enjeu prioritaire pour les micro-États insulaires d'Océanie. Ces pays sont confrontés aux mêmes problèmes en matière d'environnement (gestion des déchets solides, changement climatique et élévation du niveau de la mer), de formation de ressources humaines qualifiées pour prendre en charge le développement national, et de développement des infrastructures de transport et de communication entre les îles. Une approche globale au niveau de la région est par conséquent indispensable.

Le forum des îles du Pacifique, un cadre de coopération régionale, a adopté un plan de développement régional appelé « Plan Pacifique » en octobre 2005. Ce plan définit quatre objectifs prioritaires communs à la région : 1) croissance économique ; 2) développement durable ; 3) bonne gestion des affaires publiques ; et 4) sécurité. La JICA soutient les efforts d'auto-assistance mis en œuvre par chaque pays pour atteindre ces objectifs.

Tirer parti du sommet Japon-forum des îles du Pacifique (PALM)

Pour faciliter et étendre son partenariat avec les îles du Pacifique, le Japon accueille depuis 1997 le sommet Japon-forum des îles du Pacifique (sommet insulaire ou PALM), qui se réunit



Un expert japonais dispense des conseils techniques à des cultivateurs sur la riziculture à petite échelle, dans une optique d'autosuffisance. (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

tous les trois ans.

En mai 2003, le troisième sommet insulaire (PALM3) s'est tenu à Okinawa. Les participants y ont adopté l'initiative d'Okinawa, une stratégie de développement régional en faveur d'une zone Pacifique-Océanie plus sûre et plus prospère ; elle s'articule autour d'objectifs prioritaires en matière de sécurité, d'environnement, d'éducation, de santé et de croissance économique. Par ailleurs, des précisions ont été apportées sur les plans d'action conjoints du Japon et des pays membres du forum. La coopération bilatérale ou multilatérale devrait servir de cadre au règlement de ces problèmes à moyen ou à long terme. La JICA réalise des programmes d'aide prenant intégralement en compte les résultats du forum. En mai 2006, le quatrième sommet insulaire (PALM4) s'est tenu de nouveau à Okinawa. Les discussions ont porté sur les futures politiques de coopération entre le Japon et les pays membres du forum. La JICA continue à assurer une coopération conforme aux politiques adoptées lors du sommet insulaire.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Soutien à l'autonomie et à la viabilité de l'environnement

Les pays d'Océanie diffèrent par la taille de leur territoire et de leur économie, leur composition ethnique, leur population, leurs ressources naturelles, leur organisation sociale traditionnelle, leur mode de vie et la capacité de leurs gouvernements respectifs à formuler et à mettre en place des plans de développement. L'aide fournie doit donc être soigneusement adaptée aux besoins et au niveau de développement de chaque pays. Or, dans ces pays dont l'indépendance est souvent assez récente et qui sont tributaires d'industries primaires, il est capital de développer des ressources humaines capables de mener à bien le développement national. Par ailleurs, il convient d'aider ces pays à dépasser les facteurs contraignants liés à leur insularité : isolement, petite taille et vulnérabilité.

La quasi-totalité des pays d'Océanie ont besoin d'une aide pour parvenir à atteindre leurs deux objectifs prioritaires : l'accès à l'autonomie économique et sociale, et l'instauration d'un développement durable. Dans la pratique, les efforts doivent porter sur l'identification et la formulation préalables de projets de coopération qui profitent effectivement à toute la région. Parallèlement, il est essentiel de se rapprocher d'autres donateurs connaissant bien les pays insulaires et des organisations internationales présentes dans la région.

1. Soutien à l'autonomie économique et sociale

La coopération en faveur de l'autonomie économique et sociale s'articule autour de deux grands axes : extension des services sociaux de base (santé, éducation, etc.) et promotion de la croissance économique.

Dans le secteur éducatif, la coopération se concentre sur l'enseignement primaire et la formation professionnelle ; s'appuyant sur l'envoi de volontaires et l'accueil de participants à des formations, elle vise à développer les ressources humaines appelées à prendre en charge la gestion de l'économie, la planification du développement et l'essor des principaux secteurs d'activité du pays. Les programmes d'enseignement et de formation à distance, qui permettent à des régions reculées d'accéder à l'éducation, constituent une autre forme de coopération.

Dans le secteur de la santé, la JICA apporte une aide destinée à améliorer les services sanitaires de base, et elle contribue activement au développement des ressources humaines dans chaque pays en collaboration avec différentes organisations

internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF, la lutte contre les maladies infectieuses étant une priorité commune à la région.

Enfin, la coopération en faveur de la croissance économique se concentre sur la promotion du tourisme, de la pêche et de l'agriculture, via l'envoi de volontaires et l'accueil de participants à des formations. L'objectif est de soutenir les efforts d'auto-développement économique de chaque pays. De même, la modernisation des infrastructures nécessaires à l'essor de l'activité industrielle répond aux besoins des pays insulaires dans les domaines suivants : télécommunications et radiodiffusion, routes et autres moyens de transport, énergie, etc. L'aide dans ce domaine intervient sous forme de dons et d'une coopération axée sur l'amélioration des capacités de maintenance et d'exploitation.

2. Soutien à la viabilité de l'environnement

Si l'on souhaite garantir la viabilité de l'environnement, il est essentiel de veiller à sa protection et d'assurer une gestion rationnelle des ressources. Une partie de la région océanienne est confrontée à des problèmes tels que la destruction des écosystèmes côtiers, la pêche excessive de certaines espèces de poisson, l'abattage des forêts tropicales et la mauvaise gestion des déchets. Dans une optique de viabilité, la JICA met en œuvre des programmes directement axés sur la protection de l'environnement (protection des récifs coralliens et gestion des déchets, notamment) et elle assure une coopération portant sur la surveillance des ressources côtières, indispensable à l'utilisation et à la gestion rationnelles des ressources.

Dans les micro-États insulaires, dont la superficie est limitée, la gestion des déchets solides constitue l'un des problèmes majeurs. Assurée en collaboration avec d'autres organisations internationales présentes dans la région, la coopération dans ce domaine vise à soutenir les efforts du Pacifique insulaire dans son ensemble. Cette coopération combine le développement de ressources humaines via une formation régionale ayant lieu à Samoa et destinée à tous les pays océaniens, et une aide technique pour l'amélioration des sites de décharge, dispensée à Palau et Vanuatu. Le Centre international de protection des récifs coralliens des îles Palau, qui sert de base internationale de recherche dans ce domaine, fait également l'objet d'une coopération technique, et l'envoi d'experts ainsi que l'accueil de participants à une formation doivent contribuer au développement de ressources humaines capables d'assurer la gestion des ressources côtières.



Une JOCV œuvrant dans l'éducation à l'environnement explique le fonctionnement du nouveau système qui va être mis en place pour la collecte des ordures. (Fidji)

Dans le secteur de la santé, par exemple, la coopération technique au niveau régional doit permettre d'améliorer la planification et la mise en œuvre du programme élargi de vaccination (PEV) et de former le personnel chargé de sa réalisation sur le terrain dans 13 pays et territoires océaniques ; ces activités sont assurées conjointement avec d'autres donateurs (Organisation mondiale de la santé ou OMS, UNICEF, Australie, etc.) soutenant le renforcement du PEV.

Partenaire du programme d'élimination de la filariose lymphatique (Pac ELF, ou Pacific Programme to Eliminate Lymphatic Filariasis) mis en œuvre par l'OMS dans 22 pays et territoires de la région, la JICA fournit des médicaments et des kits de diagnostic, et elle envoie des JOCV.

Parmi d'autres actions, les organisations internationales présentes dans la région assurent une coopération technique à l'échelle régionale pour la gestion rationnelle des déchets solides, conformément à la stratégie définie par le Programme régional océanique de l'environnement (PROE).

Coopération bénéfique à l'ensemble de la région

En Océanie, la coopération s'effectue en collaboration avec les autres organismes d'aide et les organisations internationales.

Sur le Terrain Papouasie-Nouvelle-Guinée

Projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement via la télévision éducative

Programmes audiovisuels au service de l'enseignement dans les régions les plus isolées

Réforme de l'éducation difficile à mettre en œuvre dans les zones montagneuses et les îles reculées

La Papouasie-Nouvelle-Guinée se compose d'une myriade d'îles. Elle se distingue d'autres pays insulaires par l'absence de routes entre les villes, même sur l'île principale ; les transports de biens et de personnes entre agglomérations s'effectuent uniquement par avion. Dans ce pays, beaucoup d'écoles se trouvent sur des îles éloignées ou sur des hautes terres difficiles d'accès.

Le gouvernement de Papouasie, qui a fait de l'éducation l'une des premières priorités du développement national, a mis en œuvre une réforme ambitieuse du système éducatif. En vertu de cette réforme, les enseignants qui s'occupaient jusqu'ici des petites classes (niveau élémentaire) doivent

aussi prendre en charge des classes du secondaire (niveau du collège). Ils doivent également enseigner davantage de matières et modifier leurs pratiques pédagogiques : le tableau noir doit désormais faire place à des méthodes centrées sur les élèves. Toutefois, les enseignants en poste dans des îles ou régions éloignées de tout ont bien du mal à se rendre dans la capitale pour y suivre une formation au nouveau système éducatif.

Programmes audiovisuels éducatifs très bien accueillis par la population

Pour remédier à ce problème, durant l'exercice 2005, la JICA a commencé à produire et à diffuser des programmes audiovisuels pédagogiques au Centre d'éducation aux médias construit grâce à une aide financière non remboursable

du Japon.

Les coûts d'investissement initiaux nécessaires à l'achat des équipements (postes de télévision, notamment) représentent une lourde charge pour les résidents. Mais une fois les équipements installés, la télédiffusion présente l'avantage de pouvoir offrir en permanence des contenus éducatifs conformes aux besoins du moment, même sur des îles éloignées et dans des zones montagneuses difficiles d'accès. Deux types de programmes éducatifs sont actuellement disponibles. Le premier s'adresse aux enfants, à qui l'on explique d'une manière facile à comprendre les principaux points de chaque unité d'apprentissage, pour leur permettre d'acquiescer des connaissances dans chaque discipline. Le second est conçu pour les enseignants, à qui l'on transmet des techniques pédagogiques en s'appuyant sur des expériences menées dans des classes pilotes.

La télévision éducative a rencontré un écho favorable auprès de la population de Papouasie-Nouvelle-Guinée et suscité des initiatives d'auto-assistance : par exemples, certaines écoles et communautés ont associé leurs efforts pour financer l'entretien et l'exploitation d'équipements.

Dans une classe, les acteurs clés demeurent les enseignants et les élèves. Les programmes audiovisuels éducatifs, qui sont au service de ces acteurs clés, viennent conforter les attentes des écoles et des communautés.

(Bureau de la JICA en Papouasie-Nouvelle-Guinée)



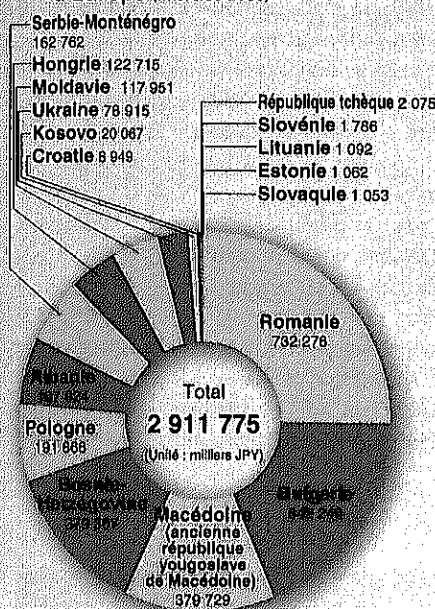
Par des exercices de simulation, le personnel du Centre d'éducation aux médias se forme à la production de programmes audiovisuels. Photo : Kenjiro Imamura

Europe



Piliers de l'aide Réorientation de l'aide en faveur des Balkans occidentaux

Résultats de la coopération par pays d'Europe (Exercice 2005)



* Il s'agit du montant total de la coopération bilatérale. Le montant de l'aide à l'Europe, y compris celle qui concerne un groupe de pays, est de 2,950 650 milliards JPY.

La Pologne et la Hongrie ont été les premiers bénéficiaires de l'appui à la transition vers une économie de marché, qui s'est mis en place en 1989. La JICA a ensuite élargi son aide à d'autres pays d'Europe, dont ceux de la communauté d'États indépendants (CEI) issus de l'ancienne Union soviétique et ceux d'Europe orientale. Malgré de nombreux obstacles, beaucoup de pays d'Europe orientale ont déjà mis en œuvre des réformes socioéconomiques. Dix pays (dont la Pologne et la Hongrie) auxquels la JICA a apporté un appui technique ont rejoint l'UE en mai 2004. L'Agence a donc en partie accompli sa mission d'aide à la transition économique dans cette partie de l'Europe.

Dans les Balkans occidentaux, le soutien apporté en collaboration avec la communauté internationale a servi en premier lieu à réhabiliter les infrastructures détruites lors des conflits de l'ancienne Yougoslavie et du Kosovo. Si la reconstruction a progressé et l'économie enregistré un début de croissance, les risques

d'instabilité subsistent dans des sociétés à la structure composite encore aux prises avec les séquelles des conflits interethniques.

Dans cette région, conformément aux discussions menées lors de la conférence ministérielle pour la consolidation de la paix et le développement économique des Balkans occidentaux, qui s'est tenue au Japon en 2004, la JICA doit fournir une aide axée sur les deux piliers de la conférence. À cet effet, il importe d'adopter une approche au niveau local qui intègre l'aspect sécurité humaine, et d'améliorer sans délai le système local d'exécution de l'aide.

Compte tenu de tous ces éléments, la JICA a réexaminé sa politique d'aide et son dispositif de mise en œuvre en Europe selon une perspective à moyen terme, et elle a entrepris de recentrer ses efforts sur la coopération apportée aux Balkans occidentaux. Elle entend également réexaminer le système local de coordination afin d'améliorer l'efficacité de ses activités.

État actuel du développement régional

Facteurs d'instabilité dans les Balkans occidentaux

À l'heure où les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) entamaient des réformes sociales pour passer à l'économie de marché, les Balkans occidentaux étaient le théâtre de conflits successifs (en Bosnie, au Kosovo). La « tragédie yougoslave » allait ravager la région. La Bosnie-Herzégovine et la « nouvelle Yougoslavie » (l'actuelle Serbie-Monténégro), directement impliquées dans le conflit, et des pays comme la Macédoine, dont l'économie en a subi les répercussions, ont souffert d'énormes dégâts. Leur développement a accumulé un retard considérable par rapport à celui des pays d'Europe centrale et orientale.

Après la signature des accords de Dayton, la communauté internationale a travaillé de concert pour soutenir la reconstruction et le renforcement des institutions dans ces pays, et pour aider la Serbie à entreprendre la démocratisation de son administration. En conséquence, cette région connaît aujourd'hui une certaine stabilité sociale et un début de reprise économique. Face aux risques persistants d'instabilité liés à la complexité de leur composition ethnique, les pays des Balkans occidentaux mettent aujourd'hui l'accent sur le renforcement de leurs institutions.

S'ils ont peu ou prou retrouvé leur niveau de développement économique d'avant la guerre, ils restent en recul par rapport aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO). L'économie des PECO a enregistré une croissance importante grâce aux apports de capitaux étrangers suscités par l'élargissement à l'Est de l'Union européenne. Le taux de chômage élevé, commun à tous les pays des Balkans occidentaux, pourrait représenter une menace pour la stabilité de la région.



Création d'un site Web baptisé « BOMBI! » (<http://www.jicabg.com/museum/>) pour les musées bulgares, dans le cadre de l'appui aux musées apporté par un JOCV.

Questions prioritaires dans les projets de la JICA

Balkans occidentaux

Dans cette région, conformément aux discussions menées lors de la conférence ministérielle pour la consolidation de la paix et le développement économique des Balkans occidentaux, qui s'est tenue au Japon en 2004, la JICA fournit une aide portant en priorité sur ces deux domaines. La création d'emplois étant la priorité numéro un du développement économique, l'aide se concentre à la fois sur le renforcement des capacités nécessaires à l'essor des petites et moyennes entreprises (PME), et sur la promotion des investissements. Ces approches ont permis à la JICA d'obtenir d'excellents résultats en Asie et dans d'autres régions.

En revanche, l'Agence possède une expérience plus limitée en matière de consolidation de la paix. La JICA, qui est une agence de développement, et non une entité diplomatique ou politique, expérimente différents types de projets de développement destinés à faciliter la réconciliation interethnique. Elle s'emploie notamment à :

- Mettre en œuvre des activités de développement communautaire visant à promouvoir la participation conjointe d'individus de différentes origines ethniques, y compris de réfugiés de retour dans les zones ayant connu des déplacements massifs de population.
- Offrir aux étudiants et aux lycéens de différentes communautés ethniques la possibilité de travailler et d'étudier ensemble par le biais d'activités parascolaires et de programmes communs d'enseignement des technologies de l'information et des

communications (TIC).

- Inviter des enseignants de chaque communauté ethnique à venir observer les conditions de vie qui prévalent au Japon. La prospérité que nous connaissons aujourd'hui n'aurait pas été possible sans les efforts en faveur de la paix et de la stabilité entrepris après la guerre. Au travers de discussions, les enseignants s'interrogent sur la manière d'améliorer l'éducation des jeunes à la paix, car l'avenir du pays est entre leurs mains.

Ukraine et Moldavie

L'aide à l'Ukraine met l'accent sur le développement économique qui va de pair avec la transition vers une économie de marché. Concrètement, les efforts se concentrent sur la formation de ressources humaines compétentes en gestion des affaires. L'expérience et les connaissances du Japon étant très appréciées dans ce domaine, la JICA prévoit de soutenir un projet de Centre Japon.

En Moldavie, pays le plus pauvre d'Europe, les enjeux prioritaires sont l'amélioration des conditions de vie et des gains de productivité dans le secteur agricole, qui est le principal secteur d'activité. Les systèmes de mise en œuvre de l'aide publique au développement (APD) et le montant de l'aide y étant limités, la JICA s'efforce de mener des projets efficaces et rationnels, en associant appui technique et coopération financière non remboursable, l'accent étant mis sur les domaines précédents.

Sur le Terrain

Bosnie-Herzégovine

Appui à l'autonomisation des habitants de Srebrenica

Développement communautaire privilégiant la sécurité humaine

Séquelles des conflits interethniques

Ville proche de la frontière avec la Serbie, la ville de Srebrenica abritait de nombreux musulmans Bosniaques (musulmans de Bosnie). Quand des affrontements interethniques ont éclaté en mars 1992, la ville s'est retrouvée assiégée par des forces serbes. Le conflit s'est poursuivi jusqu'en août 1995, faisant d'innombrables victimes. D'un autre côté,

le quartier de Skelani, situé à environ une heure du centre-ville, abritait une importante communauté serbe. En 1993, le jour du nouvel an orthodoxe (nouvel an serbe), des musulmans ont attaqué ce quartier et tué nombre de ses habitants.

Les retours dans ce quartier ont commencé en 2002 : une aide minimale a pu être déployée pour la reconstruction des infrastructures locales. Quel qu'il en soit, un grand nombre d'habitants de Skelani, dont les rapatriés et beaucoup de femmes devenues chef de famille après la disparition de leur conjoint, demeurent dépendants des aides en nature, de diverses pensions et de fonds de soutien à l'enfance. Dans cette zone durement touchée par la guerre, il est essentiel de faciliter la réconciliation interethnique et de mettre en place des mesures favorisant

l'indépendance économique.

Efforts en faveur de la réconciliation de deux communautés ethniques

Dans le cadre de ses actions en faveur de la réconciliation interethnique et de l'indépendance économique, la JICA a détaché un expert du développement rural en mars 2006, et elle a lancé un projet de développement communautaire axé sur l'agriculture. L'expert apporte principalement son soutien aux rapatriés et aux femmes chefs de famille des deux communautés, dans les domaines suivants : rétablissement du marché aux bestiaux, production de fourrage, utilisation partagée de tracteurs, culture de légumes, plantation d'arbres fruitiers et traitement des récoltes. Ce soutien est apporté par le biais d'organisations non gouvernementales (ONG) gérées conjointement par des musulmans et des Serbes.

En favorisant les activités communes des habitants de cette zone, la JICA entend jouer un rôle important dans la réconciliation de communautés ethniques dont les relations ont été endommagées par le conflit.

(Bureau de la JICA en Autriche)



Pendant l'inauguration du projet, du matériel agricole et des plants d'arbres fruitiers sont remis aux bénéficiaires.